

L'ONU accuse le CNDD-FDD d'« accaparement du pouvoir et des Ressources du pays »

RFI, 08/07/2023 Burundi : un rapport des Nations unies d'annonce l'accaparement du pouvoir et des ressources du pays. En début de semaine, le Burundi avait claqué la porte de la rencontre périodique du Comité des droits de l'homme des Nations unies à Genève, en Suisse. Les autorités dénonçaient la présence, dans la salle, de militants en exil et condamnés au Burundi, selon Bujumbura, ce qui n'avait pas empêché la tenue de la réunion.

Cette rencontre du Comité des droits de l'homme des Nations unies s'est conclue par la présentation du nouveau rapport qui, tout en reconnaissant quelques avancées au Burundi, annonce l'instauration d'un système d'accaparement du pouvoir et des Ressources du pays par le parti au pouvoir, le Cnnd-FDD. Un rapport que Bujumbura refuse de reconnaître. L'ouverture sur la scène internationale et régionale, initiée par le président Ndayishimiye, si elle ne permet pas de démontrer que la situation a changé. En dépit des discours officiels positifs et rassurants, le pays évolue dans un contexte de monopolisation du pouvoir par un seul parti. La crise que traverse le Burundi, au-delà d'une crise politique, est une crise de domination et de contrôle des ressources. L'espace civique se caractérise par l'intolérance et une répression des libertés publiques qui ont pour corollaire l'affaiblissement des partis politiques d'opposition, l'autocensure des médias, les arrestations arbitraires d'opposants politiques, de représentants de la société civile et le maintien d'opposants, de médias ou d'organisations de la société civile en exil. Fortuné Gaetan Zongo, le rapporteur spécial des Droits de l'homme sur le Burundi.